

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LA POLLUTION DES EAUX DU CANADA—ON DEMANDE AU  
MINISTRE DE RENCONTRER LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES  
ÉTATS-UNIS

**M. Jim Fulton (Skeena):** Madame le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si je réussis à attirer son attention un instant. Vu que l'on n'a pris aucune mesure à propos du canal Love, de Hyde Park, du dépotoir de la 102<sup>e</sup> rue ou du dépotoir S de Hooker Chemical dans la région du Niagara au nord de l'État de New York, que des produits chimiques dangereux comme le Mirex, le polychlorobiphényle et la dioxine sont déversés dans nos eaux sans que les États-Unis prennent des mesures pour interdire ces déversements et que le ministre et son ministère ont à dix reprises ces derniers mois échangé des notes diplomatiques avec le Département d'État des États-Unis à cet égard sans obtenir le moindre résultat, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il compte discuter de la question avec le secrétaire d'État des États-Unis et s'il communiquera au public non seulement les résultats de cette réunion, mais aussi ce qu'il y proposera?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, comme on peut le voir d'après la question du député, cette affaire est quelque peu compliquée et nous n'avons pas obtenu jusqu'ici toute la collaboration voulue des autorités américaines. Nous avons bien entendu communiqué avec l'EPA et nous essayons d'organiser des séances de discussion avec les fonctionnaires américains intéressés. Je ne crois pas que le secrétaire d'État soit celui avec qui nous devons communiquer pour l'instant, mais je tiens à garantir au député que nous considérons cette question comme très importante et que nous exercerons les pressions voulues auprès des autorités américaines.

**LES INSTANCES DU CANADA**

**M. Jim Fulton (Skeena):** Eh bien, madame le Président, il est très intéressant d'entendre ces observations du ministre compte tenu de la réduction de 70 p. 100 décrétée à l'égard du budget de l'Agence américaine de protection de l'environnement, et du fait que le ministre n'a pas encore nommé de président canadien à la Commission mixte internationale. Le ministre de l'Environnement a refusé de rencontrer les représentants de l'État de New York, bien que nous les ayons rencontrés nous-mêmes la semaine dernière et ayons été les premiers hommes politiques canadiens à le faire.

Le Dr Beverly Paigen, du ministère de la Santé de l'État de New York, a déclaré hier que le déversement de résidus chimiques provenant des dépotoirs de produits chimiques de la société Hooker et d'autres semblables dans la rivière Niagara mettait maintenant effectivement en danger la vie des Canadiens. Les choses étant ainsi, le ministre songera-t-il au moins à demander au secrétaire d'État américain, le général Haig, de saisir le Pentagone de la question puisque 50 p. 100 des hommes de sciences aux États-Unis travaillent pour l'appareil militaire américain? Demandera-t-il au moins au général Haig, puisqu'il s'agit d'un domaine où il a quelque influence, de se rendre du moins dans la région de Niagara et de faire

**Questions orales**

cesser ces déversements qui menacent aujourd'hui la qualité des approvisionnements en eau potable des Canadiens?

● (1450)

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, le député sait sûrement que le fait que nous n'ayons pas de président permanent du côté canadien ne gêne en rien le travail de la Commission mixte internationale. Nous y avons un président suppléant, et le travail de la Commission suit son cours normal. Nous avons demandé au gouvernement américain d'interdire tout autre déversement de polluants dans la rivière Niagara jusqu'à ce que soit réparée l'usine de traitement des eaux usées. Je tiens encore une fois à assurer au député que nous allons poursuivre et intensifier nos instances.

\* \* \*

**LES LOTERIES**

LES DÉPENSES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE  
PRONOSTICS SPORTIFS

**M. John McDermid (Brampton-Georgetown):** Madame le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État, qui est chargé du sport amateur. Au mois de décembre, le secrétaire d'État a demandé au comité d'approuver des dépenses de plus d'un demi-million de dollars pour établir son programme de pronostics sportifs. A ce moment-là, il a promis de donner une ventilation des dépenses prévues. Nous le lui avons rappelé au mois de janvier, mais nous n'avons pas encore obtenu ce renseignement. Quand pouvons-nous espérer savoir comment il compte dépenser ce demi-million de dollars?

**L'hon. Gerald Regan (secrétaire d'État):** Madame le Président, je suppose que le ministre fait allusion à l'organisation de concours de pronostics; j'espère qu'on présentera bientôt un projet de loi à ce sujet à la Chambre.

**Une voix:** De quoi s'agit-il au juste?

**M. Epp:** Il ne s'agit-il pas de paris?

**M. Regan:** Le député d'en face dit: «Il ne s'agit pas de paris, Gerry».

**M. Epp:** Non?

**M. Regan:** Je tiens à signaler au député qu'il existe une grande différence entre les paris et un billet de concours de pronostics comme les billets de pronostics anglais sur le soccer, car le joueur fait appel à sa connaissance du sport pour pronostiquer le résultat exact d'un grand nombre de parties.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Regan:** Ce n'est pas du tout la même chose que de parier sur une seule partie, surtout lorsque la mise est de \$1. Pour en revenir à la question du député . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Regan:** . . . je dirai que l'argent avancé a servi à voir sous quelle forme se présentera la société de la Couronne qui s'occupera des pronostics et aux préparatifs en général. On lui donnera une répartition précise des dépenses au moment où le projet de loi sera présenté à la Chambre, ce qui ne devrait pas tarder.